

Sauver l'Europe en coulant les peuples ?

Dans la nuit du 26 au 27 octobre, les participants du sommet européen ont abouti à un nouvel accord, censé pour une énième fois « sauver l'Europe ». À la baguette, Angela Merkel (et Nicolas Sarkozy), Christine Lagarde (pour le FMI) et, surprise... un représentant du secteur bancaire, Charles Dallara. Alors, qu'en est-il vraiment de cet accord – qui a déjà fait bondir les bourses ?

On retiendra tout d'abord que la restructuration de la dette grecque est enfin mise à l'ordre du jour ; et malgré les résistances de Nicolas Sarkozy et du secteur bancaire, les créanciers devront déboursier à hauteur de 50%, via une décote de leurs titres de dette. Il aura donc fallu deux ans – deux ans de calvaire pour le peuple grec – pour que la réalité rattrape en partie les dirigeants de la zone euro.

Mais les peuples grecs et européens sont loin d'être tirés d'affaire pour autant. Conformément aux exigences allemandes, l'interdiction faite à la BCE de prêter directement aux gouvernements de la zone euro ne sera pas levée. Elle leur permettrait pourtant de s'émanciper des marchés financiers.

À la place, les pays en difficulté devront se tourner vers le fonds européen (le FESF), démultiplié grâce à la participation de pays émergents, et placé sous la supervision du FMI. Les clients ne devraient pas tarder à pointer au guichet du FESF... Espagne, Portugal, mais aussi la France, dans un contexte où la recapitalisation des banques par les fonds publics risque de s'avérer inéluctable.

Dans tous les cas, qu'ils fassent ou non appel à l'intervention du FESF, les gouvernements européens se sont accordés pour accroître la « discipline », le contrôle budgétaire des dépenses publiques et l'inscription dans leurs constitutions du carcan budgétaire de la « règle d'or » pour 2012. Des mesures adoptées sans aucun débat ou consultation populaire, à l'image de cette nouvelle « gouvernance » de l'Europe, parfaitement anti-démocratique. Au nom de laquelle on annonce déjà une nouvelle modification des traités...

Le « deal » était donc le suivant : en l'échange d'une (inévitabile et tardive) restructuration de la dette grecque, c'est l'hyper-austérité qui est promise aux peuples. Avec toutes les conséquences sociales dramatiques qu'elle a déjà causées, à travers les licenciements, les baisses des salaires, des retraites, le démantèlement de l'Etat social... et au risque de voir plonger l'Europe dans le cercle vicieux de la récession. Mais aussi de voir les peuples se dresser les uns contre les autres, sous prétexte que les uns paieraient pour les autres.

Il est clair que les peuples ne veulent plus de cela, à l'image des manifestants et manifestantes grecs, des indignés espagnols, italiens ou britanniques. Il est désormais urgent de sortir l'Europe du « piège de la dette publique ».

Attac France participe avec d'autres organisations du mouvement social à un audit citoyen de la dette (<http://www.audit-citoyen.org/>). **Cette initiative vise à démontrer les mécanismes pervers de l'endettement public, et à proposer de véritables solutions pour sortir de la crise. Présentée à l'occasion du contre G20 de Nice la semaine prochaine, lors duquel l'indignation sera plus que jamais de mise.**

Attac France,

Paris, le 27 octobre 2011